

Réunion du Comité de Pilotage pour l'Afrique

Paris, France

20 juin 2019

PROCÈS-VERBAL

Participants :

Membres du CPA

1. Mutuso Dhliwayo. Représentant l'Afrique orientale et australe, Zimbabwe (MD)
2. Sangare Tiemoko, représentant l'Afrique de l'Ouest francophone, Mali (ST)
3. Moses Kulaba, membre du conseil de l'ITIE, Tanzanie (MK)
4. Dupleix KUENZOB, représentant l'Afrique centrale, Cameroun (DK)
5. Brice Mackosso, membre du conseil de l'ITIE, Congo Brazzaville (BM)

Secrétariat PCQVP

1. Demba SEYDI, Coordonnateur régional de l'AOF (DS)
2. Nelly BUSINGYE, Coordonnatrice régionale de l'AOA (NB)
3. Elisa Peter, Directrice exécutive (EP)
4. Eric BISIL, Coordonnateur régional de l'Afrique centrale (à distance)

Excusés Erisa DANLADI, Faith NWADISHI, Mtwalo MSONI

Acronymes

CPA : Comité de pilotage pour l'Afrique

AOA : Afrique occidentale anglophone

CR : Coordonnateurs régionaux

ACTIONS

ACTIONS	Par qui	D'ici quand
Partager la stratégie de protection de PCQVP Afrique	Secrétariat	Immédiat
Envoyer au secrétariat des observations sur la note de synthèse relative à la conférence 2020 de PCQVP Afrique	Secrétariat	30 juin
Constituer un comité qui sera chargé de consulter les membres et de recevoir des commentaires sur les élections des représentants d'OSC au sein du conseil de l'ITIE	Président du CPA	Fin juillet

Décision

- Constituer un comité chargé d'étudier les questions soulevées par les membres en ce qui concerne les candidatures issues d'OSC pour le conseil de l'ITIE

- La prochaine réunion en ligne du CPA aura lieu au mois d'août (date à confirmer).

Introduction

MD a accueilli les membres et le personnel du secrétariat à la réunion. Il a informé la réunion que l'Afrique de l'Ouest anglophone n'était pas représentée en raison de problèmes de visa. Il a également noté que le CPA n'aura qu'une seule représentante après le départ de Faith Nwadishi. L'ordre du jour a été adopté avec des modifications. En son absence, MD a félicité Mtwalo Msoni après son élection au conseil de l'ITIE et lui a souhaité la bienvenue au sein du comité de pilotage pour l'Afrique. MK a également été remercié au cours de la réunion en raison de son mandat de représentant des OSC au sein du conseil de l'ITIE, et a été invité à continuer d'appuyer et de travailler en étroite collaboration avec le CPA et les membres de PCQVP.

Adoption du procès-verbal/Examen des points d'action

NB a présenté un aperçu des actions décidées lors des deux précédentes réunions en personne à Bruxelles et à Dakar. La stratégie de protection de PCQVP Afrique a été partagée avec le CPA, mais ce dernier n'a pas été en mesure de fournir des commentaires. Il a été convenu qu'elle serait partagée à nouveau pour l'informer. DK a rencontré des membres de PCQVP au Gabon afin de discuter des progrès réalisés dans le processus de ré-engagement. Trois organisations travaillent avec EB pour finaliser le processus.

Le procès-verbal de la dernière réunion a été adopté.

Mises à jour des sous-régions

Le secrétariat a fourni des mises à jour concernant chaque sous-région.

Afrique orientale et australe

NB a mentionné un certain nombre d'actions entreprises ces cinq derniers mois. Elle a participé à l'Alternative Mining Indaba (AMI) 2019, une session en petit groupe a été organisée par les membres de PCQVP conjointement avec Global Witness, PCQVP Afrique du Sud et Zimbabwe sur le thème « **Trouver les millions : utilisation des divulgations en matière de revenus des entreprises extractives pour contribuer à la justice fiscale** ». La session a été suivie par divers organismes participant à l'AMI, elle a été organisée par PCQVP Zimbabwe, PCQVP Afrique du Sud, Global Witness et le Natural Resources Governance Institute. Elle a également informé les membres que tous les membres de l'AOA étaient représentés à l'assemblée mondiale. Un certain nombre d'activités de collecte de fonds ont eu lieu au cours de la période. PCQVP a reçu une subvention du ministère finlandais des Affaires étrangères d'un montant de 1 million d'euros destinée à un projet portant sur plusieurs pays intitulé : « **La promotion de la génération et de l'affectation équitables et transparentes des recettes d'extraction pour le développement durable.** » Couvrant la Tanzanie, le Mozambique et l'Ouganda, le travail est axé sur la fiscalité et le secteur extractif, avec un soutien apporté aux coalitions PCQVP dans les pays pour mener diverses activités liées à la recherche, au plaidoyer et au renforcement des

capacités. Une proposition faite à la Banque mondiale pour un projet intitulé « **Contrats pour la redevabilité** », le principal titulaire étant le Natural Resource Governance Institute (NRGI) en collaboration avec PCQVP. Les pays de mise en œuvre comprendront : La Tanzanie, la Guinée et l'Eurasie. Les décaissements relatifs à la subvention OSISA pour la coalition PCQVP en Afrique australe sont en cours, un certain nombre de retards sont survenus, mais les coalitions se sont engagées dans la mise en œuvre. Une note de synthèse supplémentaire élaborée en consultation avec les coordonnateurs nationaux de PCQVP Zambie, Zimbabwe, Mozambique, Madagascar et Malawi a été soumise à l'OSISA, cependant aucun commentaire n'a été reçu. NB a également informé le CPA que le coordonnateur national de PCQVP Afrique du Sud avait démissionné, le comité de pilotage de la coalition mène le processus visant à combler les lacunes et résoudre les difficultés rencontrées par la coalition. Elle a également noté qu'un certain nombre de coalitions ont été engagées dans diverses activités de plaidoyer au niveau national et régional. Par exemple, la coalition en Ouganda travaille avec d'autres organisations de la société civile pour renforcer la participation au processus d'adhésion à l'ITIE. Trois membres de la coalition PCQVP sur cinq représentants de la société civile siègent au sein du groupe multipartite en Ouganda. La Zambie a organisé son Alternative Mining Indaba 2019 du 12 au 14 juin 2019 qui a rassemblé plus de 100 participants de diverses provinces, y compris des membres de communautés, des leaders locaux et des organisations nationales de la société civile. Le Malawi a organisé un certain nombre d'activités pour contribuer au rapport de validation de MWEITI.

Afrique centrale

Entre mai et juin 2019, les actions d'Eric Bisil (EB) consistaient principalement à recenser les défis auxquels les coalitions sont confrontées en Afrique centrale et à Madagascar mais aussi à identifier les opportunités s'offrant à elles. Pour ce faire, il a réalisé un sondage auprès des coordonnateurs nationaux des 7 coalitions en Afrique centrale et à Madagascar. Le rapport d'étude sera disponible d'ici au 15 juillet. En plus de réaliser cet inventaire, EB a pris une part active dans les séances de travail du secrétariat portant sur l'élaboration du plan opérationnel 2022. Il a également participé activement à la mobilisation des acteurs de la société civile pour leur participation à la conférence de l'ITIE qui s'est tenue à Paris. EB a également travaillé à la préparation de la prochaine réunion régionale de PCQVP Afrique francophone. Il a également assisté Marion dans le cadre du projet pilote sur l'espace civique qui contribuera à l'élaboration de la stratégie de PCQVP pour la protection des droits civiques des membres de PCQVP. Il soutient également la coalition PCQVP Madagascar dans la mise en œuvre du projet financé par l'OSISA qui vise essentiellement à aider cette coalition à adopter un plan stratégique, mais également à organiser son assemblée générale dans les prochains mois.

Afrique occidentale francophone

DS a présenté les progrès accomplis dans la mise en œuvre du projet en matière de sexospécificité, y compris le rapport final imprimé, les ateliers de renforcement des capacités et sur la stratégie prévus dans les trois pays pilotes (Burkina Faso, Guinée et Sénégal) à la fin de juillet. Dans le cadre de la conférence mondiale de l'ITIE, DS a fait une présentation sur « *L'égalité des sexes et la participation des femmes à l'ITIE - sur la base des conclusions du projet pilote en Afrique de l'Ouest* » au cours de la demi-journée des OSC avec la participation des délégués de différentes régions. Les participants ont manifesté leur souhait d'organiser un projet similaire avec l'appui de PCQVP.

Toujours sur la sexospécificité, DS a mentionné que la norme ITIE 2019 a fait explicitement référence à la prise en compte du genre dans la mise en œuvre de l'ITIE. Plus spécifiquement, la norme exigera

que les groupes multipartites (GM) examinent l'équilibre entre les sexes dans la représentation ; exigera la divulgation des données relatives aux emplois par entreprise, par sexe, et par niveau professionnel ; favorisera la prise en compte de la sexospécificité dans la diffusion des données de l'ITIE ; et encouragera les GM à documenter la manière dont ils ont pris en compte les questions de genre et d'inclusivité.

Sur l'espace civique, DS a rappelé que deux militants de la société civile sont encore détenus au Niger. Il a recommandé que le CPA continue d'offrir son soutien à la coalition au Niger sur ce point, éventuellement par la saisine de la commission de la CEDEAO et de tout autre organisme régional pour exhorter le gouvernement du Niger à libérer ces militants. Demba a informé les membres du CPA qu'il se rendra au Niger avec Marion MONDAIN, la conseillère PCQVP en matière des droits humains et de l'espace civique, dans le cadre de la mise en œuvre du projet pilote dans deux pays à haut risque (Niger et Congo B.). Ce projet vise à aider à définir - en commençant par cartographier les possibilités et les priorités de l'engagement de PCQVP dans deux pays à risque sélectionnés - une approche efficace pour que PCQVP défende les droits humains et l'espace civique en ce qui a trait à la transparence des industries extractives. Cela servira de base pour mieux comprendre les défis et les besoins des membres de PCQVP sur le terrain afin d'éclairer la conception d'une stratégie à long terme pour répondre aux enjeux liés à l'espace civique ayant une incidence sur le mouvement.

La coalition en Guinée Bissau a récemment organisé une assemblée générale (26 - 28 avril 2019) avec la participation de Demba et de divers représentants du gouvernement. La coalition a élu un nouveau coordonnateur national issu de la jeunesse et un nouveau comité de pilotage incluant de jeunes militants et des femmes. PCQVP a besoin pour soutenir la nouvelle direction en ce qui concerne le renforcement des capacités et la sensibilisation des donateurs afin qu'elle puisse accomplir son mandat dans les meilleures conditions.

Du 17 au 19 juillet, Demba et Eric organiseront la réunion régionale de PCQVP Afrique francophone, accueillie par PCQVP Côte d'Ivoire. Demba a partagé l'avancement des préparatifs. La réunion comprendra des séances d'apprentissage et de partage d'expérience ainsi que des sous-caucus régionaux pour identifier les opportunités offertes par chaque campagne. Une journée entière sera consacrée à la préparation du plan opérationnel de la Vision 2025 de PCQVP. Ce sera organisé en vertu de la méthodologie harmonisée dans chaque réunion régionale PCQVP.

Dans le cadre du programme de plaidoyer panafricain de PCQVP relatif à la Vision minière pour l'Afrique, Demba a indiqué que PCQVP a chargé un consultant d'effectuer une synthèse des travaux de recherche et de plaidoyer effectués à ce jour par les coalitions nationales de PCQVP en Afrique pour faire progresser la mise en œuvre de la VMA, et identifier les principaux besoins en matière de politiques. Le programme de plaidoyer vise à faire progresser les éléments clés de la VMA, y compris en ce qui concerne les clauses de stabilité et les exonérations fiscales ; la divulgation des contrats d'extraction et des propriétaires réels des projets d'extraction ; la protection de l'espace civique ; et le fait de permettre aux femmes de participer efficacement aux décisions liées à la gouvernance des ressources naturelles.

Afrique de l'Ouest anglophone (rapport écrit partagé par Stephanie)

Depuis la dernière réunion du CPA, les progrès de mise en œuvre des recommandations figurant dans le rapport de mission du CPA ont été au point mort. En dépit de recommandations claires pour les prochaines étapes (la révision des statuts de la coalition, la préparation des élections et la tenue d'une assemblée générale) ainsi que d'un budget mis à disposition par le secrétariat de PCQVP, l'actuel coordonnateur de la coalition n'a pas pu faire en sorte d'obtenir des réponses/un intérêt suffisants de la part des membres afin de fixer une date pour une réunion avant la fin de 2018, et n'a pas démontré sa capacité à faire avancer les choses depuis. Par conséquent, le Liberia n'était pas représenté à l'assemblée mondiale de PCQVP.

Le secrétariat a mis à disposition le même financement en 2019 et se propose de travailler à nouveau en 2019 avec le consultant, Sam Tokpah, pour tenter d'assurer la mise en œuvre des recommandations. C'est un défi majeur au sujet duquel le CPA pourrait devoir motiver davantage les membres au Liberia ; à défaut de quoi la coalition pourrait être radiée. Dans la région dans son ensemble, le secrétariat a consulté le représentant du CPA pour l'AOA, et par la suite le CPA par e-mail, au sujet de l'implication de Sam Tokpah pour continuer à soutenir les efforts de réimplication du CPA, y compris pour coordonner la planification d'une réunion régionale de l'AOA en septembre 2019 ; et entreprendre la sensibilisation des membres de la coalition au Ghana et en Sierra Leone. S'agissant des réalisations, PCQVP Nigeria a récemment lancé une campagne - [#Wetinwegain](#) - visant à fournir des informations accessibles aux citoyens nigériens sur les revenus pétroliers, de sorte qu'ils puissent poser des questions éclairées sur la façon dont ces revenus ont été utilisés pour le bien public.

Discussion sur les rapports sous-régionaux et les principaux problèmes/défis et leçons apprises

MK a demandé des précisions sur la portée du projet du ministère finlandais des Affaires étrangères (MAE) et si le Kenya pourrait être inclus. Il a été noté que les pays choisis pour la subvention du MAE finlandais étaient les pays prioritaires pour l'octroi. La Finlande a également été félicitée pour le travail mené sur la justice fiscale en Tanzanie et au Mozambique. Cependant, il existe d'autres possibilités de financement que le secrétariat poursuit pour d'autres régions et pays. NB a également précisé que les défis auxquels la coalition PCQVP en Afrique du Sud est confrontée sont traités par le comité de pilotage, le secrétariat travaillant en étroite collaboration avec le président de la coalition et l'institution hôte. La coalition au Mozambique a également entrepris une révision de sa stratégie d'engagement et organisera une assemblée générale avant la fin de l'année. DK a également souligné le fait que des coalitions nationales devraient être en mesure d'utiliser leurs structures afin de résoudre les problèmes avec un certain soutien du secrétariat et des représentants du CPA. ST a également souligné la nécessité de prêter attention au code de conduite afin de permettre aux coalitions de mieux fonctionner dans les structures prévues.

Le comité a également discuté de l'importance d'avoir plus de femmes au niveau du CPA, puisqu'il a été noté au cours de la réunion que le CPA n'aura qu'un représentant de sexe féminin. ST a mentionné qu'il est important de renforcer la représentation des femmes au niveau des coalitions nationales car si ce problème n'est pas résolu, il se répercutera au niveau de postes bien plus élevés, comme le CPA et le conseil de l'ITIE. Il a été proposé que les CR mènent une évaluation portant sur les raisons pour lesquelles certaines femmes rencontrent des obstacles lorsqu'elles se portent candidates pour des

postes de différents niveaux - national, régional et mondial. Il a également été noté qu'il est important d'atteindre les jeunes femmes (jeunesse) comme un moyen d'encourager une représentation plus féminine à différents niveaux.

Réunions régionales Afrique/Conférence de l'Afrique

NB et DS ont présenté un aperçu au sujet des réunions régionales et de la conférence Afrique de PCQVP en 2020. Il a été noté que tous les coordonnateurs régionaux organiseront des réunions régionales entre juin et septembre 2019. Les réunions ont pour but de consulter les membres sur le plan opérationnel pour les trois premières années de la stratégie 2025. Elles ciblent les coordonnateurs de la coalition et certains représentants de la coalition pour élaborer des stratégies dans des domaines qui sont essentiels à la mise en œuvre de la vision 2025.

NB a présenté un aperçu de la conférence Afrique 2020. La conférence est prévue pour juillet ou août 2020. Début juillet, les propositions pour l'accueil de la conférence commenceront à être reçues. Le CPA prendra sa décision et la communiquera aux membres d'ici fin août 2019. Le comité a convenu qu'il était important de donner la possibilité d'accueillir la conférence aux régions qui ne l'ont pas fait dans le passé récent, par exemple l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Est. NB a informé le comité qu'une fois la décision prise en ce qui concerne l'hôte, le secrétariat travaillera en étroite collaboration avec le comité d'organisation, y compris des représentants du CPA, afin de collecter des fonds et de s'adresser à tous les membres pour organiser une conférence Afrique couronnée de succès.

Vision 2025 : Plan opérationnel 2020 - 2022

EP a présenté le processus qui se déroulera de juin à septembre 2019 pour mettre en œuvre La Vision 2025 et a fait rapport sur la réunion du conseil mondial (Istanbul, mai 2019), à laquelle DK n'a malheureusement pas été en mesure d'assister (problèmes de visa). EP a noté que les nouveaux membres du conseil mondial avaient convenu des priorités collectives suivantes pour leur mandat de 3 ans :

1. Le CM rendra possible la mise en œuvre des objectifs mondiaux de la stratégie Vision 2025 jusqu'à 2022

Objectif pour 2019 : Le CM participera activement à l'organisation de réunions régionales en 2019 pour soutenir le développement de plans de mise en œuvre efficaces dans l'ensemble de la coalition mondiale

2. Le CM s'engage envers l'apprentissage et l'intégration des leçons pour améliorer l'impact global de PCQVP

Objectif pour 2019 : Le conseil mondial partagera des informations et les meilleures pratiques de ses organisations/coalitions respectives afin d'informer l'élaboration du cadre PCQVP de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (MEL) pour la Vision 2025

3. Le CM fera en sorte que les personnes et les communautés habilitées soient au centre de l'ordre du jour pour le changement de PCQVP

Objectif 2019 : le CM permettra le développement de messages de plaidoyer clairs avant, pendant et après la conférence mondiale de l'ITIE en matière de protection de l'espace civique

EP a également noté que le CM avait exprimé sa préférence s'agissant que le secrétariat de PCQVP prenne l'initiative concernant la mise en œuvre de deux des quatre objectifs de la Vision 2025 (Informés, Influents, Entendus et Connectés), plus précisément s'agissant des aspects « Entendus » (pour soutenir et défendre le droit des citoyens, en particulier les plus marginalisés, d'être impliqués dans les décisions qui les concernent) et « Connectés » (pour construire une coalition mondiale efficace et inclusive qui fonctionne grâce à l'action collective). Il a été suggéré que les coalitions nationales pourraient assumer le leadership au niveau régional pour promouvoir les objectifs « Informés » (identifier et faire campagne pour des informations qui doivent être dans le domaine public pour que les citoyens puissent les utiliser) et « Influents » (utiliser les données et les informations pour opérer les changements que nous voulons voir).

Le rôle du Secrétariat, ainsi que le rôle des coalitions nationales dans la mise en œuvre de la Vision 2025, sera davantage étudié à travers une série de réunions régionales dans les pays de la MENA (juin), de l'Afrique francophone (juillet), de l'Europe/Amérique du Nord (juillet), de l'Afrique anglophone orientale et australe (août), de l'Eurasie et de l'Afrique de l'Ouest anglophone (septembre) et de l'Amérique latine (septembre). Il est prévu qu'un plan de mise en œuvre de 3 ans pour la Vision 2025 pour le mouvement mondial (ainsi qu'un programme de travail pour le secrétariat) sera prêt avant la fin de l'année, en fonction de tous les commentaires reçus par le biais des consultations régionales pour la période 2020-2023.

Accueil des nouveaux membres du CPA

MD a noté que Mtwalo Msoni, nouveau membre du CPA, n'a pu assister à la réunion du CPA parce que son vol n'avait pas pu être changé. Par conséquent, MK a demandé de faire des remarques sur son mandat au sein du CPA, ainsi que des renseignements sur les élections des membres du conseil de l'ITIE issus d'OSC. MK a souligné le travail dans lequel il s'est impliqué depuis qu'il est devenu membre du CPA. Il a cité des domaines qui ont été améliorés par exemple : i) le rôle du CPA dans le recrutement des coordonnateurs régionaux, ii) la rationalisation de la communication entre les CR et le comité iii) l'identification des tâches réalisées par le CPA. MK a indiqué aux membres les domaines qui doivent être renforcés, notamment : i) le nombre de membres au sein du CPA, car il est passé de sept à six, ce qui pourrait au final avoir une incidence sur la prise de décisions au sein du comité - il a suggéré une révision de la Charte de l'Afrique pour résoudre ce problème car ce nombre pourrait se réduire encore plus à l'avenir. MK a également recommandé la nécessité de renforcer la communication et la coordination entre la coalition nationale et les CR. Il a également informé le comité que la représentation de l'Afrique au sein du conseil de l'ITIE doit être suivie, au vu des dernières candidatures au conseil où les représentants de l'Afrique sont passés de trois à deux. Il a également mis en relief les questions soulevées par les membres de la région anglophone/lusophone sur la question de la représentation individuelle par rapport à la représentation organisationnelle, ce qui doit être clarifié au cours du processus de sélection des membres du conseil de l'ITIE issus d'OSC.

En réponse aux remarques de MK, le président a apprécié sa contribution au CPA et l'a invité à continuer de travailler avec le CPA et ses membres. MD a suggéré que le secrétariat manifeste sa reconnaissance aux membres sortants du CPA. MD a également noté qu'une réunion pour les représentants anglophones/lusophones a été organisée en marge de la conférence de l'ITIE, et que

les questions soulevées par MK ont été discutées. Le CPA a convenu qu'il était important de constituer un comité pour générer davantage de commentaires de la part des membres destinés à informer des évaluations entreprises au sujet du processus de sélection des membres du conseil de l'ITIE représentant les OSC. Il a également été noté qu'il est nécessaire de réfléchir à la façon dont les griefs sont soulevés et traités. DK a également noté qu'il est important de résoudre les questions soulevées.

En ce qui concerne la communication, NB a informé le comité que de nombreux progrès ont été réalisés pour améliorer la communication avec les membres, mais qu'il existe toujours des difficultés pour obtenir des réponses adéquates des coalitions, même après l'utilisation de sources de communication multiples.

Nouveaux pays

Les membres ont évoqué le Gabon et la Guinée équatoriale, il y a eu un consensus général sur la nécessité de débattre plus largement de la meilleure façon d'aborder les questions relatives à l'espace civique. Les membres du CPA ont convenu d'inclure cet aspect dans les discussions du sous-comité du CPA. Pour le Gabon, PCQVP a besoin de s'assurer que le processus de renouvellement de l'engagement prenne en compte les problèmes précédents rencontrés par cette coalition. Ils auront potentiellement une rencontre parallèle avec les délégués du Gabon lors de la réunion régionale francophone à Abidjan en juillet.

Autres questions

Le comité a discuté des défis s'agissant d'organiser la réunion en ligne. Il a convenu que le secrétariat continuera d'utiliser l'option BlueJeans en raison des défis posés par la solution de téléphonie directe qui n'a pas bien fonctionné au cours de la dernière réunion du CPA.

Clôture de la réunion

Le président a remercié les membres d'avoir participé à la réunion. La prochaine réunion du CPA aura lieu en ligne au mois d'août à une date qui sera confirmée par le secrétariat en consultation avec les membres.